



**RAPPORT DE CONSULTATION NATIONALE**  
*Sommet sur la transformation de l'éducation 2022*  
**MADAGASCAR**

Août 2022

# SOMMAIRE

I. PROCESSUS DE CONSULTATION NATIONALE AVANT LE SOMMET SUR LA TRANSFORMATION DE L'EDUCATION .....	3
II. PRINCIPES D'ENGAGEMENT .....	4
III. AXES DE LA CONSULTATION ET RESULTATS.....	5
A. MÉTHODOLOGIE.....	5
B. AXES DE LA CONSULTATION NATIONALE SELON LES CINQ PISTES D'ACTION .....	7
C. RESULTATS DE LA CONSULTATION NATIONALE SELON LES QUATRE COMPOSANTES CLES.....	9
IV. ANNEXES.....	11
A. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	11
B. DÉCLARATION DES JEUNES.....	14
C. GALERIE PHOTOS.....	16

# I. PROCESSUS DE CONSULTATION NATIONALE AVANT LE SOMMET SUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION

Nom du délégué : SAHONDRARIMALALA Marie Michelle

Nombre de consultations (si plus d'une consultation a lieu) : 109

Informations de base sur l'ensemble de la (des) consultation(s) organisée(s)

Date(s)	Juin 2022 – Juillet 2022
Titre(s)	Consultation nationale
Types (par exemple, nationale,)	National : 23 régions
Axe géographique	114 districts
Nombre de participants pour chaque consultation	4 267
Langue utilisée	Malagasy, Français

Nombre total de participants :

Tranche d'âge des participants :	
0 – 17 ans	962 (23%)
18 – 29 ans	2 137 (50%)
30 -59 ans	1 104 (26%)
60 ans et +	64 (1%)

Sexe des participants :	
Homme	1 674 (39%)
Femme	2 406 (56%)
Je préfère ne pas le dire	187 (5%)

Nombre de participants de chaque secteur :	
Responsables de l'éducation	1 169 (27%)
Communauté éducative	2 277 (54%)
Associations	354 (8%)
Partenaires Techniques et/ou Financiers	70 (2%)
Conseil des sages	102 (2%)
Responsables étatiques/Elus	295 (7%)

Nombre de participants de chaque groupe de parties prenantes :

Enseignants, éducateurs, animateurs et professeurs	550	13%
Jeunes et étudiants (y compris enfants et adolescents)	1 785	42%
Responsables d'établissements scolaires (par exemple, Réseau des écoles associées de l'UNESCO)	739	17%
Représentants de la ville et des collectivités locales	95	2%
Parents et soignants	274	6%
Petites/moyennes entreprises/syndicats	29	1%
Grandes entreprises nationales	5	0%
Membres du Parlement	145	3%
Entreprises multinationales	0	0%
Autorités locales	114	3%
Gouvernement et institutions nationales	63	1%
Fonctionnaires	132	3%
Communauté économique régionale	40	1%
Organisations des Nations Unies	25	1%
Organisations non gouvernementales locales	29	1%
Institutions financières internationales et/ou régionales	3	0%
Organisations non gouvernementales internationales	7	0%
Fondations privées / Partenariat / Alliance	29	1%
Populations autochtones et dirigeants communautaires	103	2%
Communauté scientifique, universitaires, universités et instituts de recherche	75	2%
Médias	25	1%
Autre (veuillez expliquer)	0	0%

## II. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

X	Une approche pangouvernementale
X	Inclusion et égalité
X	Mettez l'accent sur les jeunes en tant qu'agents du changement

### III. AXES DE LA CONSULTATION ET RESULTATS

#### A. MÉTHODOLOGIE

La consultation nationale a été menée suivant un processus ciblé et inclusif, tenant compte des priorités nationales. Le processus sollicite la participation et l'engagement palpables de l'ensemble des acteurs de l'éducation, et plus particulièrement des jeunes, lesquels constituent la majorité de la population malagasy.

L'objectif était de susciter une réflexion consciente, de mobiliser l'action, les parties prenantes et les ressources avec un élan de solidarité nationale autour du secteur de l'éducation. L'approche co-constructiviste a été adoptée dans l'ensemble du processus et tournée vers les solutions, en vue de concevoir un cadre référentiel commun de transformation de l'éducation à Madagascar.

Le processus de consultation a respecté trois étapes :

#### **1. La revue systématique des existants sur les quatre (04) thématiques en vue d'une transformation de l'éducation**

Une revue documentaire des données factuelles a été réalisée sur la base des documents stratégiques de références dans le secteur éducatif à Madagascar. Ainsi, la liste de références non exhaustive suivante :

Documents-cadre (politique et stratégie)	Gouvernement de la République de Madagascar (2017). Plan Sectoriel pour l'Éducation (PSE) Gouvernement de la République de Madagascar (2019). Plan Emergence de Madagascar (PEM) Document cadre sur la Politique Enseignante des trois (03) sous-secteurs
Documents juridiques et légaux	Projet de Loi d'Orientation du Système Éducatif Malagasy
Base de données nationales	Institut National des Statistiques. Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGHP 3) UNICEF. Multiple Indicator Cluster Surveys (MICS). <a href="https://mics.unicef.org/surveys">https://mics.unicef.org/surveys</a>
Documents techniques	Rapport National du Programme d'Analyse du Système Éducatif de la CONFEMEN (PASEC) Wane, W., & Rakotoarivony R. A. "Education Service Delivery in Madagascar: Results of 2016 Service Delivery Indicator Survey." <i>Report AUS18887. Washington, DC: World Bank Group</i> (2017). Rapport UNESCO MESUPRES (2022)

## **2. Les enquêtes CAP (Connaissances/Aptitudes/Pratiques) auprès de la population**

Sur la base des conclusions de la revue documentaire, deux modalités de consultation ont été conçues et mises en œuvre avec :

- Un volet quantitatif, qui a permis de recueillir les opinions du public sur l'éducation à Madagascar en répondant aux questionnaires mis en ligne via l'outil KOBOTOOLBOX autour des quatre thématiques clés ;
- Un volet qualitatif, ayant permis de recueillir des expériences, vécus et perspectives autour des cinq pistes d'actions, par le biais de *focus groups* regroupant chaque acteur, lesquels ont été clôturés au 30 Août 2022.

Ces activités ont couvert les 23 régions de Madagascar et ciblé les participants et les répondants composés de responsables de l'éducation (chefs d'établissement/Directeurs/Présidents des Universités), d'étudiants, d'organisation de jeunes, d'organisations de la société civile, d'associations d'enseignants, d'établissements privés, de chefs traditionnels et religieux, d'universités et d'instituts de recherche, de parlementaires, d'experts en éducation, ainsi que d'autres parties prenantes représentatives des secteurs à Madagascar.

L'échantillon quantitatif a été établi sur seuil concerté de six cent soixante (660) répondants. Ils ont été recrutés de manière raisonnée sur la base des caractéristiques régionales, leurs occupations et leurs expériences pouvant être valorisées et mesurées.

En définitive, sur l'ensemble du territoire national, 4 267 répondants ont pu participer aux consultations. Il faudra, en outre, noter que l'étude U-Report Madagascar a contribué à alimenter ces résultats.

## **3. Le Forum National de l'Education**

Partant des conclusions préliminaires tirées de la revue documentaire et des consultations nationales, le forum national de l'éducation, tenu les 1<sup>er</sup> et 02 août 2022 fut l'occasion de nourrir davantage les co-réflexions et les dialogues participatifs dans l'analyse des cinq pistes d'action pour Madagascar.

Au cours des travaux de commission, les participants ont eu l'opportunité d'intégrer cinq (05) groupes suivant les thématiques de leur choix.

## B. AXES DE LA CONSULTATION NATIONALE SELON LES CINQ PISTES D'ACTION

---

Les principaux domaines sur lesquels étaient axés la consultation nationale, au niveau des 23 régions sont les suivants :

### **Piste 1- Écoles inclusives, équitables, sûres et saines**

- Inklusivité et équité : Comment transformer les établissements pour répondre aux besoins de tous les enfants malgaches sans discrimination ? Quelles sont les conditions pour assurer l'inclusivité et l'équité dans les milieux éducatifs ?
- Dimension genre : Comment s'assurer de l'intégration de la dimension genre dans le contexte socio-culturel malgache ?
- Écoles sûres : Quels sont paramètres de référence, afin de garantir la sécurité dans les milieux éducatifs ?
- Écoles saines : Quelles sont les conditions pour assurer la santé et l'hygiène en milieux éducatifs ?
- L'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées : Quelles sont les réformes à envisager à la suite des leçons apprises de la pandémie Covid-19 ainsi que des cataclysmes naturels pour assurer la continuité de l'apprentissage ?

### **Piste 2 : Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable**

- Apprentissage fondamental et apprentissage tout au long de la vie : Quelle nouvelle fonction du savoir à établir dans nos sociétés contemporaines ? Quels leviers de réforme pourront réellement transformer l'apprentissage ?
- Compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat : Quelle adéquation « formation – emploi » pour pallier l'écart entre compétences/formations et les exigences du marché du travail ? quels leviers de transformation ?
- Développement durable et éducation : Comment s'assurer de ce lien immuable dans tout le système éducatif ? Quelles conditions de réussite pour aboutir à un changement de comportement qui agira sur l'environnement à Madagascar ?

### **Piste 3 : Apprentissage et transformation numériques**

- Transformation numérique des systèmes éducatifs : Comment les technologies numériques contribuent –elles à la réalisation des divers objectifs que l'on attribue à l'éducation ? Quelles technologies au service des apprenants, des enseignants et des établissements d'enseignement ?
- Connectivité/réduction de la fracture numérique, technologies inclusives/d'assistance : Comment prioriser les groupes les plus marginalisés (élèves en situation de handicap, filles et femmes, enseignants des zones éloignées et autres apprenants et éducateurs défavorisés) à accéder aux technologies numériques ?
- Contenu éducatif numérique gratuit, ouvert et de haute qualité : Comment disposer de plus d'aptitudes et de compétences numériques pour l'innovation et le changement pédagogiques ?
- Citoyenneté numérique, bien-être, vie privée et sécurité : Comment (re)penser l'intégration de l'éducation aux médias et à l'information dans les programmes scolaires ?

#### **Piste 4 : Enseignants, enseignement et profession enseignante**

- Pénurie d'enseignants de qualité : Quels profils d'enseignants pour contribuer à la transformation de l'éducation ? Quelles conditions pour s'assurer de la qualité de l'enseignement prodigué par l'enseignant en milieux éducatifs ?
- Développement professionnel initial et continu – pédagogie : Comment assurer une formation initiale et continue pertinente et de qualité aux enseignants ?
- Statut professionnel et conditions de travail : Quelles conditions pour faire de l'enseignement un travail décent ?
- Leadership éducatif, innovation : Comment encourager/inculquer l'innovation et le leadership dans la profession enseignante ?

#### **Piste 5 : Financement de l'éducation**

- Financement adéquat et durable adapté aux besoins du pays : l'éducation peut-elle être gratuite ? Quels sont les impacts d'un financement restreint de l'investissement de l'éducation ? Quelles pistes pour accroître les ressources financières consacrées à l'éducation ?
- Équité et efficacité des dépenses en éducation : quelles pistes pour (re)penser les mécanismes de financement durables pour le secteur ?



## C. RESULTATS DE LA CONSULTATION NATIONALE SELON LES QUATRE COMPOSANTES CLES

---

Au terme des travaux de commission menés en format hybride dans les 23 régions de Madagascar, les conclusions ont été synthétisés comme suit, en cohérence avec les quatre thématiques clés du Sommet pour la Transformation de l'Éducation.

Le **rétablissement suite à la perturbation due à la Covid-19** a été soulevé de manière récurrente par les répondants, tant son impact sur l'apprentissage est indéniable. Les suggestions de mesures de remédiation concernent notamment le renforcement des mesures d'hygiène et de santé en milieux éducatifs, lesquelles doivent être complétées par une alimentation saine surtout dans les zones rurales, mettant l'accent sur une approche intégrée dans leur gestion. Les participants ont également suggéré d'établir des mesures pédagogiques innovantes, afin de combler les pertes d'apprentissage suite aux fermetures des classes. Hormis l'impact de la pandémie, les participants ont également soulevé le cas particulier de Madagascar, dont la situation géographique l'expose chaque année à des catastrophes naturelles, requérant des infrastructures plus résilientes au sein des milieux éducatifs. En outre, afin de répondre aux aléas naturels et anticiper toute éventuelle interruption des cours, il a également été fortement réitéré de développer des modalités d'auto-apprentissage, en ayant recours à tous les canaux possibles pour les apprenants.

Le deuxième aspect des résultats concerne **la transformation de l'éducation**. Des recommandations ont été faites sur l'intégration dans la nouvelle loi d'orientation du système éducatif, du caractère gratuit et obligatoire de l'enseignement. Les répondants ont également mis un accent particulier sur l'importance des réformes en matière de vie scolaire et universitaire, afin de développer un environnement pédagogique plus propice à l'apprentissage, se voulant organisé et réglementé. Cet environnement se doit également d'être sécurisant, en garantissant la protection des apprenants contre toute forme de violence (sexuelle ou autre) et de discrimination, en particulier en faveur de l'accueil des élèves/jeunes en situation de handicap. L'urgence de réduire dans ce sens la fracture numérique et la fracture énergétique a également été évoquée pour lutter contre les inégalités sociales et géographiques. Ont également été soulignés l'importance de l'enseignement/apprentissage par le numérique, de l'intégration de la culture d'entrepreneuriat, ainsi que la mise en place d'un curriculum favorisant l'apprentissage axé sur les compétences de la vie. Le curriculum devra en outre s'adapter aux réalités socioéconomiques régionales du pays, renforcer l'éducation citoyenne (tant nationale qu'internationale), l'éducation au développement durable, l'éducation à la sexualité complète, et intégrer les enjeux du changement climatique. La notion de capital humain est venue rappeler dans les discussions, les attentes en matière d'adéquation formation-emploi, dans un marché du travail peu accueillant. La place du secteur privé a été

particulièrement mise en exergue, étant un partenaire de choix pour contribuer au développement de l'éducation/formation, notamment à travers la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), la contribution attendue dans l'insertion professionnelle des apprenants. Par la suite, toujours en lien avec le curriculum, la corruption étant un fléau reconnu, l'intégration de valeurs telles que l'honnêteté et l'intégrité via l'intégration de la lutte contre la corruption à tous les niveaux du système éducatif a été soulignée. Autre point majeur soulevé par les répondants, entrant en corrélation avec les transformations envisagées, est la place centrale de la question enseignante. Une prise de conscience accrue s'est manifestée sur l'importance de leur professionnalisation, de la gestion rationnelle de leur répartition dans les différents milieux éducatifs, de la gestion de leur carrière en corrélation directe avec l'amélioration de leur motivation

La troisième thématique concerne la **révision des objectifs et critères de référence nationaux en matière d'éducation**. A l'aube de l'agenda 2030, les participants ont relevé l'importance du suivi et de l'évaluation des objectifs de développement durable pour lesquels le pays s'est engagé. En ce qui concerne les compétences minimales en lecture, écriture et calcul notamment, les dernières évaluations régionales et nationales ont révélé que beaucoup d'efforts restent encore à fournir. Dans ce sens, les participants ont demandé au Gouvernement de privilégier aussi souvent que possible les consultations auprès du grand public. Par la suite, l'urgence climatique étant au cœur de l'actualité à Madagascar et en cohérence avec les engagements internationaux pris, les participants ont réaffirmé l'importance d'intégrer les valeurs, comportements et bonnes pratiques éco gestes dans tout le système éducatif. Enfin, les répondants ont revendiqué les réformes à mener en particulier sur l'autonomisation des jeunes filles, sur la compétitivité des jeunes dans le monde du travail, autour des métiers porteurs, tant au niveau national qu'international, et ce toujours afin de développer le capital humain à Madagascar.

La dernière thématique concerne la **garantie d'un financement public durable**, socle de toutes les réformes menées. Il était principalement question dans les discussions, de maintenir et de soutenir la priorisation de l'éducation dans la réallocation des ressources disponibles. Un constat commun ayant été fait sur l'insuffisance chronique des financements, l'urgence d'une gestion plus déconcentrée et plus décentralisée du système éducatif. En outre, un point crucial a été soulevé sur l'urgence d'une réflexion commune sur la mise en place d'un système de financement innovant et multi acteurs autour des centres et milieux éducatifs (établissements, centres de formation, universités). L'idée d'un financement local avec la participation du secteur privé pour l'éducation a été évoquée afin de mobiliser tous les acteurs autour des écoles. En contrepartie, les exigences liées à la gestion rationnelle des ressources financières, matérielles mais également humaines, au renforcement de la transparence, de la redevabilité et de l'efficacité dans le système éducatif ont été réitérées.

## IV. ANNEXES

### A. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

#### 1) *Écoles inclusives, équitables, sûres et saines*

- Enseignement gratuit et obligatoire jusqu'en terminale ;
- Déconcentration administrative et financière visant une augmentation et une répartition équitable des ressources ;
- Renforcement des mesures d'allègement des charges parentales ;
- Mise à l'échelle de l'éducation inclusive en respectant les mesures y afférentes ;
- Décentralisation des centres Inclusifs (Centre National de Formation Pour les Personnes en Situation de Handicap, Centre de Formation Professionnelle, etc.) au niveau régional ;
- Mise aux normes des infrastructures des centres ou milieux éducatifs adaptés aux Élèves en Situation de Handicap (ESH) ;
- Renforcement de capacités des enseignants/formateurs et de tous les acteurs avec un accent particulier en matière d'éducation inclusive ;
- Mise à jour du curriculum ;
- Redynamisation de l'éducativité civique et l'éducation à la citoyenneté ;
- Mise à l'échelle de la santé et alimentation scolaire notamment au niveau rural ;
- Mise en place de dispositifs stricts mais équitables d'hygiène, de santé et d'assainissement ;
- Collaboration multisectorielle : Education, Santé, Nutrition, Eau, force de défense et de sécurité etc. ;
- Dépolitisation du système éducatif ;
- Respect de la dimension genre ;
- Opérationnalisation du mécanisme de sanction pour les cas de violences avérées.
- Renforcement des communications, des suivis et des contrôles pour le respect des règles posées en matière d'hygiène, de santé, et de sécurité dans les centres et milieux éducatifs.

#### 2) *Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable*

- Réforme en profondeur des Programmes d'Études et des approches pédagogiques y afférentes pour répondre au marché du travail avec un accent particulier sur la culture de l'entrepreneuriat ;
- Réformes à mener sur les approches pédagogiques en se centrant sur l'apprenant, pour obtenir des résultats d'apprentissage transdisciplinaires, à travers la communication, la pensée critique, la résolution de problèmes, les habiletés socio-émotionnelles, les attitudes sociales et le développement personnel ;
- Méthodes d'apprentissage et curriculum à axer sur les compétences de la vie et aux réalités socioéconomiques du pays ;

- Intégration de la dimension culturelle dans l'enseignement (en assurant l'ancrage de la culture malgache avant de s'ouvrir à d'autres cultures), de l'éducation à la citoyenneté, au développement durable et au changement climatique ;
- Adaptation des programmes scolaires intégrant les savoirs locaux, les spécificités locales et les questions identitaires associés au terroir ;
- Utilisation progressive des langues internationales ;
- Opérationnalisation de l'orientation scolaire et professionnelle des apprenants ;
- Renforcement de l'intégration des valeurs liées à l'Education en vue d'un Développement Durable (EDD) dans l'apprentissage.

### **3) Apprentissage et transformation numériques**

- Systématisation de l'intégration des innovations numériques dans toutes formes d'usage à des fins d'apprentissage et de pratiques ;
- Implémentation d'un cadre légal adéquat pour assurer les conditions de la transformation ;
- Renforcement de la formation (FAD= Formation À Distance et FOAD= Formation Ouverte A distance) à l'endroit des enseignants, des formateurs, des parents, des apprenants et des agents au niveau central et déconcentré ;
- Mise à disposition de Ressources Éducatives Libres (REL) ;
- Développement d'alternatives pédagogiques numériques ;
- Mise en place de médias à vocation éducative ;
- Réduction de la fracture énergétique via l'opérationnalisation de l'utilisation des technologies exploitant les formes d'énergie renouvelable, dont l'énergie photovoltaïque ;
- Réduction de la fracture numérique et amélioration de l'équité liée à la connectivité nationale ;
- Dotation équitable d'infrastructures et de matériels pour assurer la formation via l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication/Radios/Télévisions ;
- Mise à disposition de Plateforme facilitant la communication des savoirs, le dialogue, l'échange pour les enseignants ;
- Mobilisation de Partenariats pour financer la transformation numérique et généraliser l'éducation numérique.

### **4) Enseignants, enseignement et profession enseignante**

- Professionnalisation du métier d'enseignant ;
- Augmentation du nombre et de la capacité des centres de formation ;
- Renforcement des compétences des formateurs ;
- Formation et qualification des enseignants ;
- Formation systématique de tout le personnel enseignant ;
- Facilitation de l'accès aux nouvelles technologies au profit de l'enseignant ;
- Mise en place de partenariats avec les centres de formation privés ;
- Recrutement par voie de concours et recrutement systématique pour les sortants d'établissements spécialisés dans la formation et le perfectionnement des métiers d'enseignement ;
- Mise en place d'un niveau académique et professionnel minimum pour exercer la fonction enseignante : au moins le Baccalauréat ;

- Réformes à mener liées à la voie de carrière et en considération de la Valorisation des Acquis de l'Expérience ;
- Application du référentiel métier pour une meilleure adéquation entre les postes et les profils de formation ;
- Répartition équitable des enseignants/formateurs/enseignants chercheurs sur tout le territoire national ;
- Diversification et massification des offres de formations ;
- Dotation de matériels didactiques et pédagogiques ;
- Amélioration de la couverture sociale et sécurisation des zones éloignées ;
- Amélioration des conditions de l'enseignant : logement, indemnités, grille indiciaire ;
- Renforcement de l'effectivité de la lutte contre la corruption dans la gestion des enseignants ;
- Renforcement de l'effectivité de l'encadrement, du suivi, du contrôle et de l'inspection pour s'assurer du respect des codes d'éthique et de la déontologie ;
- Mise à disposition de ressources pour l'effectivité des encadrements ;
- Amélioration des infrastructures d'accueil ;
- Alignement des stratégies appliquées entre les établissements publics et privés ;
- Renforcement de la régularité des paiements des salaires et subventions ;
- Mise en œuvre effective des sanctions au niveau des centres ou milieu éducatifs en cas de manquements constatés ;
- Création d'une structure mixte de suivi et de contrôle ;
- Dépolitisation du système éducatif ;
- Implication des Collectivités Territoriales Décentralisées dans le domaine de l'éducation ;

##### **5) Financement de l'éducation**

- Priorisation de l'éducation dans la réallocation des ressources ;
- Démocratisation du financement de l'éducation ;
- Réforme des textes sur les ristournes en faveur de l'éducation ;
- Réflexion à mener sur la mise en place d'un financement local pour l'éducation ;
- Mobilisation pour l'application du concept de responsabilité sociétale des entreprises ;
- Mise en place d'un cadre partenarial dans tous les milieux éducatifs ;
- Renforcement de la bonne gouvernance via le respect des principes de transparence et de redevabilité sur les fonds injectés dans le système éducatif ;
- Amélioration de l'efficience dans la priorisation des dépenses dans le secteur de l'éducation pour une meilleure priorisation des besoins ;
- Déconcentration et décentralisation de la gestion de l'éducation ;
- Renforcement de l'approche communautaire dans la mobilisation et dans le rôle de régulation du financement du secteur de l'éducation.

## B. DÉCLARATION DES JEUNES SOMMET POUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION

---

Nous, jeunes réunis, le 02 Août 2022 à Antananarivo dans le cadre du Forum National sur l'Éducation, réaffirmons notre volonté d'atteindre l'Objectif de Développement Durable 4 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité*, sur un pied d'égalité, afin de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Ces objectifs loin d'être atteints incitent les acteurs à une introspection et à repenser l'éducation pour une transformation profonde et sincère.

Ainsi, nous réitérons notre prise de conscience face à l'état de l'éducation à Madagascar, caractérisé par :

- L'absence de continuité de l'Etat en matière de politiques éducatives ;
- Le non-respect du droit à l'éducation (l'accessibilité, l'inclusivité, la gratuité et l'obligatorité, la non-discrimination, l'égalité de chances et de traitement, le respect de la dignité, le respect de l'identité et la qualité) ;
- L'inapplication des textes légaux et réglementaires en vigueur ;
- La centralisation des ressources et des pouvoirs de prise de décision ;
- La performance éducative insatisfaisante ;
- Le manque de motivation, la faible qualification et la répartition inéquitable des enseignants.

Malgré tout cela, nous reconnaissons les efforts entrepris dans :

- La consultation des jeunes ;
- La construction des infrastructures (Écoles Primaires Publiques, Collèges d'Enseignement Général, lycées, universités) ;
- L'élaboration et la distribution des intrants scolaires ;
- La mise en place de nouvelles orientations au niveau des lycées (Organisation, Sociétés et Economie, etc.) ;
- La formation professionnelle certifiée par l'État.

Pour impulser cette transformation de l'éducation, nous exigeons des décideurs de faire de l'éducation une priorité nationale absolue pour le bien des enfants malgaches et pour le « Taninjanaka ».

En ce sens, nous exhortons tout particulièrement :

- *Le Président de la République à :*
  - o Respecter le principe de continuité de l'État ;
  - o Dépolitiser l'éducation ;
  - o Faire de l'éducation une obligation de résultats avec des indicateurs précis ;
  - o Respecter et garantir l'application des textes en vigueur ;
  - o Faciliter l'adoption de la loi d'orientation du système éducatif à Madagascar et appliquer le Plan Sectoriel de l'Education (PSE) ;
  - o Valoriser le métier d'enseignant ;
  - o Démocratiser l'internet et le numérique pour tous ;
- *Les ministères en charge de l'Éducation à :*
  - o Réformer le curriculum pour répondre aux besoins spécifiques des 23 régions (éducation sexuelle, agriculture et élevage, leadership, l'entrepreneuriat,

intégration de la Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement, etc.) ;

- Harmoniser les mesures relatives aux écoles privées sur les classes spéciales ;
- Appliquer le calendrier scolaire adapté à nos conditions socio-économiques et climatiques ;
- Allouer les ressources financières nécessaires pour les arriérés des enseignants, les enseignants-chercheurs et les étudiants ;
- Vulgariser les textes en vigueur régissant les ministères ;
- Promouvoir l'éducation inclusive pour tous les trois ministères (continuum de l'éducation).

En tant que citoyens actifs malgaches, nous confirmons notre volonté de contribuer à l'édifice d'une éducation accessible et de qualité, à travers la veille citoyenne, le suivi du respect de cette déclaration et la mise en œuvre de projets éducatifs.

*Ouverture officielle*







*Conférence inaugurale*



*Travaux  
de commission*





## *Conférence des jeunes*



## *Déclaration des jeunes*



## *Animations Culturelles*



*Les Ministres en charge de l'éducation*



*Photo de famille*

